

Évaluation par la Cour des comptes du subventionnement des travaux d'aménagement du territoire

Les autorités publiques flamandes s'efforcent d'exécuter convenablement la politique d'aménagement du territoire, mais ne contrôlent pas suffisamment si les bénéficiaires des subsides satisfont encore par la suite aux conditions pour bénéficier des subsides. La réglementation doit être clarifiée et complétée. Ainsi, elle ne définit pas clairement quel type de travaux d'aménagement du territoire peuvent faire l'objet de subsides et certains éléments qui sont réglés pour le moment dans des directives administratives – comme les dérogations autorisées au plan de financement - doivent faire l'objet d'un décret.

Introduction

L'aménagement du territoire s'est développé à partir du remembrement en tant qu'instrument permettant de concrétiser la création de régions multifonctionnelles. Les pouvoirs publics contribuent à l'aménagement du territoire en accordant des subsides, tant à la société foncière flamande (*Vlaamse Landmaatschappij* - VLM) qu'à d'autres personnes morales de droit public (par exemple, communes et provinces), ainsi qu'à des personnes morales de droit privé et à des particuliers. La base juridique de l'aménagement du territoire figure dans le décret organique de la VLM du 21 décembre 1988. Depuis les années 1980, diverses initiatives ont été prises pour promulguer un décret distinct en ce qui concerne l'aménagement du territoire, mais sans résultat concret. Un arrêté du gouvernement flamand réglant l'aménagement du territoire a été publié en 1990, et a fait l'objet de modifications ou d'ajouts en 1996, 2004 et 2008. L'arrêté réglant le subventionnement des travaux d'aménagement du territoire date de 1998. En outre, la VLM a rédigé notamment la note contenant des directives relatives aux projets d'aménagement du territoire.

Calendrier

La principale plainte des sections provinciales de la VLM concerne la procédure compliquée et longue pour entamer et achever un projet d'aménagement du territoire. Les arrêtés de 2004 et de 2008 constituent déjà une première étape visant à simplifier la procédure et à l'orienter davantage sur la demande. Cependant, les simplifications n'entrent que progressivement en vigueur en raison du régime transitoire qui prévoit que l'arrêté de 1996 reste applicable pour les projets d'aménagement du territoire qui avaient déjà été approuvés. Chaque plan d'aménagement est accompagné d'un plan de financement fixant les coûts incombant aux différents partenaires. Cette répartition relative des coûts est bien respectée, mais le budget prévu pour les mesures est régulièrement dépassé sans que le plan de financement ne soit adapté. D'après les directives de la VLM, l'écart pour une mesure individuelle ne peut pas dépasser 40 %. La Cour des comptes n'a retrouvé aucune justification ni aucune base juridique adéquate pour cette norme.

Subventionnement

La notion de travaux d'aménagement est définie de manière très large et très vague comme base pour le subventionnement. Bien que les autorités flamandes souhaitent ainsi permettre le « sur mesure », les conditions d'obtention des subsides pour les communes et les provinces, par exemple, qui ne spécifient pas le type de travaux d'aménagement du territoire, sont trop vagues que pour servir de base pour le subventionnement. Lorsque la VLM agit en tant que maître d'ouvrage, elle ne récupère les avances versées qu'après la réalisation des travaux. De ce fait, les travaux d'aménagement du territoire ont un impact négatif sur les comptes de la VLM. Il en va de même dans les cas où des terrains sont achetés pour le compte d'un autre service de la région flamande ou pour des administrations locales. Le risque de double subventionnement de particuliers est suffisamment couvert grâce à une modification de l'arrêté de subventionnement et à l'échange de données entre les différentes instances. Toutefois, aucun contrôle systématique n'est exécuté pour vérifier si les bénéficiaires des subsides satisfont encore par la suite aux conditions pour conserver leurs subsides.

Réponse de la ministre

Dans sa réponse du 20 mai 2010, la ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de la Culture réagit au rapport et aux recommandations de la Cour. En ce qui concerne la recommandation visant à définir plus précisément les travaux d'aménagement du territoire effectués par les provinces et les communes susceptibles d'être subventionnés, elle estime qu'il n'est pas possible de les énumérer dans une liste exhaustive. Pour ce qui est des autres recommandations, elle y souscrit ou les soumettra à son administration en vue d'un examen plus approfondi.

Le rapport de la Cour des comptes intitulé « Subventionnement des travaux d'aménagement du territoire » figure intégralement sur le site internet de la Cour des comptes (www.courdescomptes.be).

Pour toute question, veuillez vous adresser à Terry Weytens ou Marc Galle, service d'encadrement Publications, téléphone : 02/551.84.66 ou 02/551.86.65.